

POLITIQUE

« Marseille en grand » : le gouvernement affiche ses premières impatiences

Plus de deux ans après le lancement du plan par le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, la secrétaire d'Etat chargée de la citoyenneté et de la ville, Sabrina Agresti-Roubache, annonce un contrôle accru des avancées.

Par Gilles Rof (Marseille, correspondant)

Publié le 24 novembre 2023 à 11h20, modifié le 24 novembre 2023 à 18h07 ·  Lecture 2 min.

 Offrir l'article



 Article réservé aux abonnés



La secrétaire d'Etat chargée de la citoyenneté et de la ville, Sabrina Agresti-Roubache, lors de la séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, à Paris, le 21 novembre 2023. MIGUEL MEDINA/AFP

« *Nous devons aller plus vite, plus loin, plus fort.* » La secrétaire d'Etat chargée de la citoyenneté et de la ville, Sabrina Agresti-Roubache acte, vendredi 24 novembre, l'entrée dans une nouvelle phase du plan « Marseille en grand », dont Emmanuel Macron lui a confié le pilotage.

Lancé le 2 septembre 2021 par le chef de l'Etat, ce plan de soutien vise à rattraper les retards de la deuxième ville de France dans de multiples domaines : sécurité, éducation, transports, rénovation urbaine, mais aussi santé ou culture. Au total, les financements annoncés par l'Etat atteignent 5 milliards d'euros, en subventions directes ou aides à l'emprunt. « *Jamais un président n'avait décidé, hors circonstances exceptionnelles, d'investir autant d'argent dans une ville* », rappelle Sabrina Agresti-Roubache, originaire de Marseille.

Mais, deux ans et deux mois après le discours du Pharo, au cours duquel Emmanuel Macron avait décliné ses intentions, mais aussi demandé aux élus locaux de cesser leurs « *chicayas* », l'Etat affiche un début d'insatisfaction. « *90 % des projets annoncés ont été engagés (...), mais cela ne veut pas dire des projets achevés ou qui avancent à un bon rythme* », tance la nouvelle secrétaire d'Etat. Un discours d'impatience qu'elle est venue formuler directement aux élus locaux, vendredi, lors d'une journée passée sur le terrain.

« Faire avancer la ville »

Après une réunion à la préfecture des Bouches-du-Rhône où elle convie l'ensemble des représentants des collectivités locales, Sabrina Agresti-Roubache se déplacera sur le chantier d'une école primaire puis inspectera les travaux de l'extension du tramway marseillais. Des choix de visites symboliques, en lien avec deux des principales thématiques du plan « Marseille en grand ». Des programmes gérés respectivement par la mairie et la métropole Aix-Marseille-Provence, deux collectivités au sein desquelles les escarmouches politiques, devenues quasi quotidiennes, pèsent sur de nombreux dossiers.

Lire aussi le décryptage :  [Un an après, le plan de Macron pour Marseille face à ses derniers arbitrages](#)



« *Je ne suis pas là pour expliquer qui fait bien ou mal. Mon but, c'est de faire avancer la ville. Quand, sur les écoles, l'Etat investit 400 millions d'euros en financement et 650 millions [d'euros] en prêt garanti, il en attend logiquement des résultats. Même chose dans les transports* », affirmait Sabrina Agresti-Roubache au Monde, quelques jours avant son déplacement.

Newsletter

« Politique »

Chaque semaine, « Le Monde » analyse pour vous les enjeux de l'actualité politique

[S'inscrire →](#)

La secrétaire d'Etat, dont le nom circule désormais régulièrement comme celui d'une potentielle candidate aux municipales de 2026, se défend de faire du plan un enjeu politique personnel. « *Le bilan de "Marseille en grand" sera collectif. Soit tout le monde gagne, soit tout le monde perd* », assure-t-elle.

La production de logements

A Marseille, la secrétaire d'Etat va annoncer un renforcement du contrôle sur l'avancée des différents dossiers. Une réunion du groupement d'intérêt public Aix-Marseille-Provence Mobilités, qui gère le milliard d'euros accordé au dossier mobilités, se tiendra en janvier 2024 « *pour fixer, dit-elle, un plan pour les dix-huit prochains mois d'actions* ». Un comité de pilotage général de la Société publique des écoles marseillaises, que l'Etat copilote pourtant avec la municipalité, devra, à la même date, présenter « *une perspective claire sur les travaux engagés et à réaliser* ».

Lire aussi :  [Marseille : l'Etat valide une aide de plus de 200 millions d'euros pour désenclaver les quartiers nord](#)



Enfin, « *une revue complète des projets* » de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) se tiendra à la rentrée 2024. Les chantiers de l'ANRU représentent 650 millions d'euros à Marseille, soit la moitié des subventions fléchées pour la Seine-Saint-Denis.

Dans son bagage, Sabrina Agresti-Roubache arrive aussi avec une annonce surprise. Celle de l'extension de l'opération d'intérêt national d'aménagement Euroméditerranée qui, dans ses deux premières phases, a métamorphosé les quartiers de l'arrière-port marseillais. Si le périmètre de cette extension sera défini « *avec toutes les parties prenantes* », le cabinet de la ministre ne cache pas qu'il s'agit là de donner un coup d'accélérateur à la production de logements, « *première priorité du plan "Marseille en grand"*. »

Gilles Rof (Marseille, correspondant)

[Contribuer](#)